

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille, le 24 JAN. 2007

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI

Tél. : 04.91.15.63.89.

Patrick.bartolini@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

N°63-2006 A

**Arrêté portant constitution de servitudes d'utilité publique
sur la bande des 200 m en périphérie de l'installation de stockage de déchets
non dangereux de SEPTEMES LES VALLONS
exploitée par la société VALSUD**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} de son livre V en ses articles L.511-1 et suivants ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU l'arrêté préfectoral n°63-2006 A portant autorisation pour la société VALSUD du groupe VEOLIA PROPLETE assorties de servitudes d'utilité publique pour le réaménagement du CSD de SEPTEMES LES VALLONS;

VU l'insertion de l'avis d'ouverture d'enquête publique dans les journaux « la Provence » du 13 juillet 2006 et « la Marseillaise » du 11 juillet 2006 ;

VU les rapports et les conclusions motivées de la commission d'enquête (avis favorable) en date du 29 octobre 2006 ;

VU les consultations obligatoires de la DDE, DDAF, DDASS, SIRACED-PC, DIREN, DDTEFP, DRAC, INAO en date du 7 août 2006,

VU le rapport général sur les résultats émanant de l'inspection des installations classées tel que prévu par l'article 10 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

VU l'avis favorable du CODERST en date du 21 décembre 2006;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article 24-2 du décret de 1977 susvisé l'institution de servitudes à l'intérieur d'un périmètre délimité a été demandée conjointement avec l'autorisation d'installation par le demandeur de celle-ci ;

CONSIDERANT que la délivrance de l'autorisation des installations de stockage de déchets non dangereux en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, nécessite l'éloignement de 200 mètres vis à vis des zones destinées à recevoir des habitations ou des établissements recevant du public ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles cadastrales situées à moins de 200 mètres de la limite de propriété de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société VALSUD, sis lieu-dit « la montagne », route du vallon d'ol, 13240 SEPTEMES LES VALLONS (parcelle cadastrale 1390 A).Les parcelles concernées sont visées à l'article 3 ci-dessous et figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Ces servitudes sont prises en application de l'article 9 de l'arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Elles sont destinées à s'assurer que l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes, et qu'elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.

ARTICLE 3 :

Les parcelles concernées par les servitudes sont les suivantes

Plan cadastral de la commune de SEPTEME LES VALLONS

| Section | numéro | Superficie (ha, a, ca) | Superficie (ha,a,ca) Concernée par la servitude |
|----------------|---------------|--------------------------------|--|
| AV | 15 | 8 92 65 | 1 53 72 |
| AV | 18 | 6 38 91 | 2 16 57 |
| AV | 19 | 6 16 84 | 6 16 84 |
| AV | 20 | 1 90 61 | 1 90 61 |
| AV | 13 | 10 87 65 | 3 16 92 |

ARTICLE 4 :

Tous les usages suivants sont interdits :

- l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble, qu'il s'agisse de construction, d'installation ou terrains non bâtis, en dehors de ceux liés à l'exploitation de l'installation de stockage de déchets dangereux et de ses activités connexes, à la collecte, au stockage, au traitement et au recyclage de déchets,
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de sports,
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de camping, d'aire d'accueil des gens du voyage ou le stationnement d'habitations provisoires (caravanes et mobil home notamment),
- l'aménagement ou l'implantation d'établissements recevant du public en dehors de ceux liés à l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux et de ses activités connexes à la collecte, au stockage, au traitement et au recyclage de déchets,
- d'une manière générale, tous les projets susceptibles de modifier l'état du sol ou du sous-sol et de perturber la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux dispose d'un droit de passage sur les parcelles visées à l'article 3 du présent arrêté, dès lors qu'il s'agit de respecter les prescriptions qui lui sont imposées par la réglementation (contrôle et surveillance des eaux souterraines notamment).

ARTICLE 5 :

Ces servitudes peuvent ouvrir droit à une indemnité dans les conditions définies à l'article L.515-11 du code de l'environnement.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la société VALSUD dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 :

Les propriétaires doivent faire figurer les restrictions d'usage et les droits d'accès dans les documents notariés.

Toute transaction immobilière, totale ou partielle, doit être déclarée à la préfecture des Bouches-du -Rhône.

Le futur acquéreur doit être informé dans les conditions de l'article L.514-20 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SEPTEMES LES VALLONS et peut y être consultée et est affichée pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie du présent arrêté doit être affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis au public est assuré aux frais de l'exploitant par le représentant de l'Etat dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

L'arrêté en vertu de l'article 24-7 du décret de 1977 susvisé sera notifié à chacun des propriétaires au fur et à mesure qu'ils sont connus.

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont publiées au bureau des hypothèques.

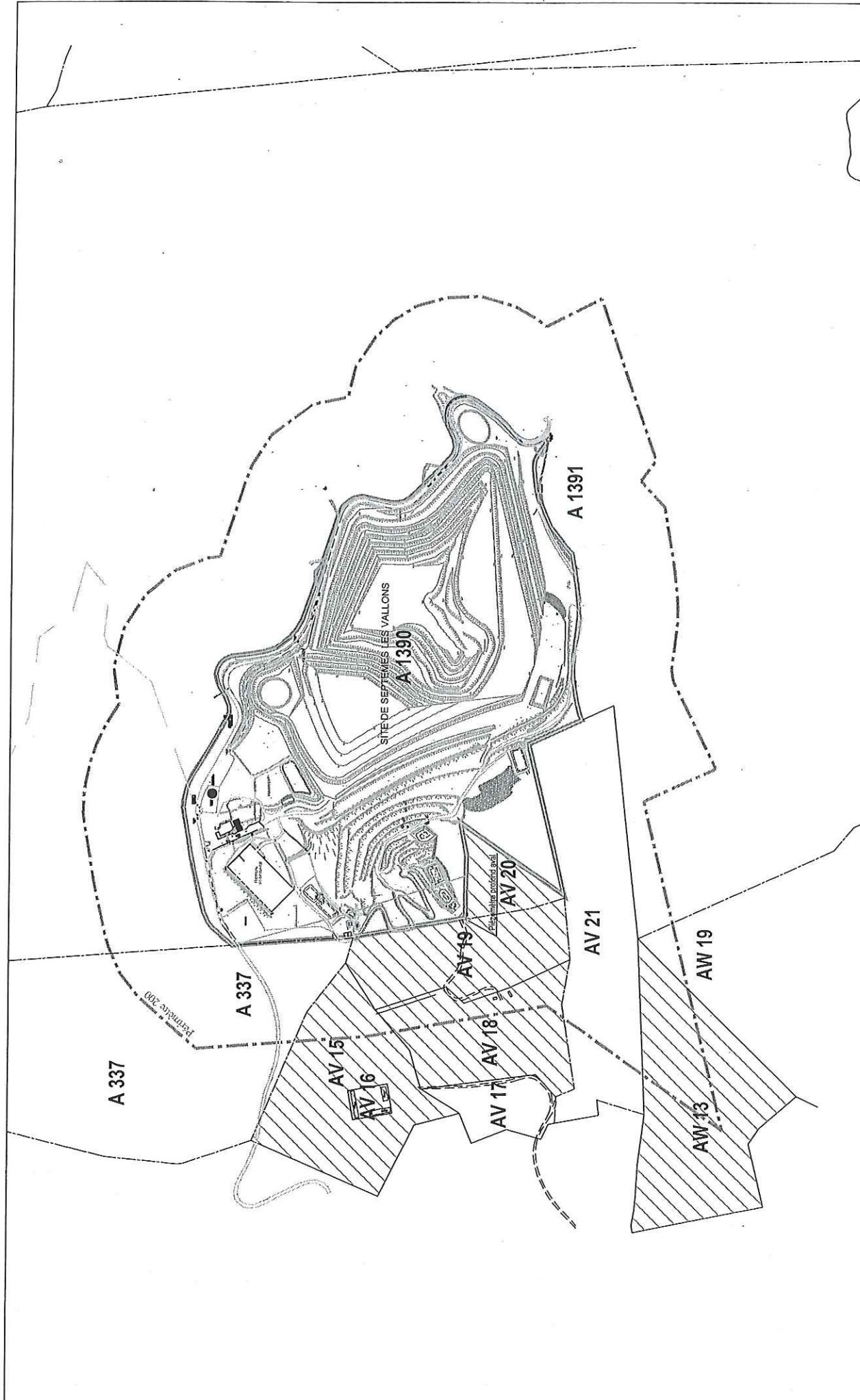
ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture,
Le sous-préfet d'AIX EN PROVENCE,
Le maire de SEPTEMES LES VALLONS,
Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Philippe NAVARRE



PARCELAIRE DES SERVICES D'UTILITE
PUBLIQUE DEMANDEES

PLAN 1: PERIMETRE ET AIRES AFFERENTES AUX
SERVICES D'ISOLEMENT DANS LA BANDE DES 200m.

SITE DE SEPTEMES LES VALLONS
DOSSIER DE DEMANDE DE SERVICES D'UTILITE
PUBLIQUE EN VUE DE L'INSTITUTION D'UNE BANDE
D'ISOLEMENT DE 200 M

| | | | | |
|------------------------|--------|------------|--------|-------|
| CADET International | PLAN 1 | Avril 2006 | 1/7000 | 2 / 4 |
|------------------------|--------|------------|--------|-------|